

Le fil du temps du dossier COVID-19 et les PME

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a agi rapidement et très activement en ce qui concerne la COVID-19 et les PME. Votre association est plus que présente pour partager la réalité des petites et moyennes entreprises et des travailleurs autonomes.

Voici un fil du temps qui illustre notre implication et les résultats obtenus.

Dernière mise à jour le 30 juin 2020

24 février

Dès le 24 février, la [FCEI demande au gouvernement du Québec de prévoir une aide d'urgence](#) pour les entreprises qui sont et pourraient être touchées par les blocages ferroviaires et la COVID-19.

25 février

Suivant la demande de groupes économiques, dont la FCEI, [le ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec se dit prêt à lancer rapidement un programme de « prêts 911 »](#). La FCEI accueille favorablement cette bonne nouvelle.

6 mars

La FCEI écrit au premier ministre du Québec et au premier ministre du Canada pour partager les inquiétudes croissantes qu'ont les propriétaires de PME au sujet des impacts directs et indirects du nouveau coronavirus. Au premier ministre du Québec, nous demandons de :

- Ne pas imposer de pénalités et d'intérêts aux entreprises en cas de retard dans les versements de TVP et de TVQ et de cotisations au FSS et à la CNESST.
- Suspendre momentanément les vérifications d'usage qui causent déjà du stress aux propriétaires d'entreprise.
- Mettre en place une ligne d'assistance téléphonique pour aider les entreprises qui pourraient être obligées d'interrompre leurs activités de façon temporaire, voire permanente, afin que leurs employés puissent bénéficier rapidement de l'assurance-emploi (AE).
- Envisager d'accorder des aides aux victimes du virus comme cela se fait dans le cas d'une catastrophe naturelle.

11 mars

La [FCEI reconnaît les mesures fédérales](#) pour soutenir l'économie, les provinces et les territoires dans leur lutte contre le coronavirus. Mentionnons que le gouvernement répond à une demande de la FCEI en améliorant l'accès au programme de Travail partagé et l'admissibilité au crédit pour les entreprises en difficulté.

La [FCEI est présente dans les médias](#) pour présenter les impacts économiques de la COVID-19. Nous sommes en même temps à 24-60 et à LCN. Pour voir l'émission 24-60 en entier [ici](#) et l'émission de LCN [ici](#).

12 mars

Le gouvernement du Québec commence à informer quotidiennement la population concernant la COVID-19 et les mesures adoptées.

La [FCEI envoie des lettres à tous les premiers ministres](#) provinciaux et au premier ministre du Canada pour faire part de nos demandes, notamment sur la COVID-19. Dans la lettre, nous recommandons de :

- Ne pas imposer de pénalités et d'intérêts aux entreprises en cas de retard dans les versements de TPS/TVH et TVQ et à l'égard d'autres obligations fiscales telles que les indemnisations des accidents du travail ;
- Mettre de côté les hausses prévues des cotisations au RPC/RRQ ;
- Suspendre momentanément les vérifications fiscales d'usage qui causent déjà du stress aux propriétaires d'entreprise ;
- Continuer d'aider les entreprises qui pourraient être obligées d'interrompre leurs activités de façon temporaire, voire permanente ;
- Envisager d'accorder des aides aux victimes des répercussions du coronavirus comme cela se fait dans le cas d'une catastrophe naturelle.

13 mars

Le gouvernement du Québec annonce des [mesures](#) :

- Annulation des rassemblements de plus de 250 personnes ;
- Isolement obligatoire de 14 jours pour tous employés de la fonction publique qui reviennent de voyage ;
- Isolement volontaire de 14 jours pour toutes personnes revenant de voyage ;
- Fermeture de deux semaines de toutes les institutions d'enseignement.

La FCEI lance un sondage pour connaître l'impact économique de la COVID-19 pour les PME.

14 mars

Le gouvernement du [Québec annonce de nouvelles mesures](#) :

- État d'urgence sanitaire sur tout son territoire ;
- Interdiction de visite dans les CHSLD et centres hospitaliers.

15 mars

Le gouvernement du [Québec annonce de nouvelles mesures](#) :

- Fermeture de plusieurs commerces et lieux de rassemblement ;
- Fermeture des services de garde, CPE et écoles ;
- Diminution de 50 % de la capacité des restaurants ;
- Distanciation en public (1 mètre et 2 mètres en cas de symptômes).

La [FCEI réagit pour demander de l'aide d'urgence](#). Elle demande l'appui du gouvernement pour les PME, les travailleurs autonomes et les travailleurs touchés. Elle souligne l'importance d'appliquer les mesures gouvernementales pour contenir la propagation du virus. Nos [demandes sont couvertes par les médias](#).

16 mars

Le [gouvernement du Québec annonce de l'aide](#) pour les personnes qui se retrouvent sans filet. Il demande également aux employeurs de [favoriser le télétravail](#) et de ne pas exiger de billets médicaux.

La [FCEI réagit positivement](#), car elle demandait de l'aide pour les personnes qui se retrouveraient sans filet social. Elle rappelle l'importance d'aider les PME et les travailleurs autonomes.

La [FCEI communique les impacts économiques](#) qui augmentent et l'importance de l'aide gouvernementale. Nous sommes en même temps à 24-60 et à LCN. Pour voir l'émission 24-60 en entier [ici](#) et l'émission de LCN [ici](#).

17 mars

La [FCEI dévoile les résultats de son sondage préliminaire sur la COVID-19](#). 25 % des PME sont à risque. Les aides économiques sont réitérées. Les [explications sont présentées dans les médias](#).

Le [gouvernement du Québec annonce des mesures](#) d'assouplissement pour les entreprises qui répondent aux demandes de la FCEI :

- Nouvelle date limite pour soumettre sa déclaration d'impôt ;
- Aucune pénalité sur les sommes dues reportées ;
- Acomptes provisionnels du 15 juin reportés.

La [FCEI accueille favorablement cette annonce d'assouplissements](#) fiscaux. Elle demande d'ajouter les paiements de TVQ et d'annoncer le plus tôt possible l'aide pour les PME et les travailleurs autonomes.

La [FCEI demande aux municipalités d'adopter des mesures pour aider les entreprises](#).

Nos [demandes sont reprises dans les médias](#).

Les municipalités répondent favorablement et rapidement :

- [Laval](#)
- [Lévis](#)
- [Québec](#)
- [Longueuil](#)

18 mars

La [FCEI présente les données de son baromètre des affaires](#). C'est la plus importante baisse depuis la crise économique de 2008. [Elle réitère l'importance des mesures économiques](#).

La [FCEI demande d'assouplissement](#) en lien avec l'immigration des travailleurs étrangers temporaires dans le secteur agricole. Les [demandes sont couvertes par les médias](#). Le premier ministre du Québec appuie la demande. Des assouplissements sont ensuite annoncés.

Le gouvernement fédéral annonce un plan important pour l'économie et les travailleurs.

[La FCEI se réjouit](#) également de l'annonce du gouvernement concernant la mise en place d'une subvention salariale, équivalente à 10 % des salaires pour les 90 prochains jours, soit 1375 \$ par employé ou 25 000 \$ par employeur. Cependant, ce niveau demeure bas au Canada. Pour pouvoir soutenir plus efficacement les PME canadiennes, la FCEI suggère d'opter pour un taux plus proche des 70-90 %, comme il a été annoncé par plusieurs gouvernements d'Europe.

19 mars

La [Ville de Montréal présente des mesures d'aide pour les PME](#) :

- Le report du dernier versement du compte de taxes du 1er juin au 2 juillet ;
- Moratoire de 6 mois sur les prêts de fonds de PME MTL ;
- Une aide d'urgence de 5 M\$ en complémentarité aux aides des autres gouvernements et une aide ponctuelle aux PME fragilisées ;
- Une ligne téléphonique dédiée aux PME sera accessible le 20 mars : 514-394-1793.

La [FCEI salue l'action de Montréal](#) et profite de l'occasion pour [demander aux autres villes de suivre l'exemple](#).

Le gouvernement du [Québec annonce un programme pour aider les entreprises](#) à faire face à la crise. Il lance le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) qui offre un prêt ou une garantie de prêt d'un montant minimal de 50 000 \$ à un bas taux d'intérêt. Les PME qui ont déjà un historique de crédit pourront contacter leurs institutions bancaires afin d'en bénéficier. Elles profiteront d'une période de carence d'un an avant le remboursement.

Toute aide gouvernementale est la bienvenue dans la situation de crise actuelle, la [FCEI remercie le gouvernement de sa sensibilité et de sa proactivité et rappelle les mesures nécessaires](#) pour soutenir les PME.

La FCEI publie sur son site internet une [page](#) dédiée aux PME dans laquelle on y retrouve une série de ressources d'accompagnement, nos actions et les mesures gouvernementales.

20 mars

La [CNESST annonce des mesures d'assouplissement pour les employeurs](#). Les employeurs ont jusqu'au 31 août 2020 pour effectuer le paiement de leur état de compte lié à la cotisation à la CNESST. De plus, aucune pénalité ni aucun intérêt ne seront exigés pendant cette période. La FCEI avait demandé à plusieurs reprises que les ministères et agences gouvernementales d'adopter une telle flexibilité.

22 mars

[Hydro-Québec annonce la suspension des frais pour les factures impayées](#) pour tous ses clients. Cela fait suite à une [demande que la FCEI avait faite](#), notamment le 19 mars dernier.

Dans le but de contenir davantage la propagation de la COVID-19, le premier ministre du Québec annonce la [fermeture de tous les centres commerciaux, des salles à manger de restaurants et des commerces de services personnels](#) (coiffure et esthétique).

[La FCEI réitère ses demandes d'aide aux entreprises](#) et soulève de nouvelles idées. Elle mentionne l'importance d'adopter des politiques de soutien économique plus fortes pour aider les PME à passer à travers ces semaines de pertes de revenus, pour éviter des fermetures définitives et des pertes d'emplois.

23 mars

Le gouvernement du Québec [annonce que tout commerce non essentiel doit fermer](#) pour deux semaines. La FCEI [réagit promptement](#) pour réitérer ses demandes pour soutenir les PME et sa réaction [fait les manchettes](#).

24 mars

La [FCEI dévoile les résultats de son deuxième sondage sur la COVID-19](#). 60 % des PME ont vu leurs ventes fondre de façon significative et une sur trois rapporte une perte de plus de 75 %. Des explications sont données dans [les médias](#) et dans [le bulletin de nouvelles](#).

La FCEI milite fortement pour que soit adoptée [une subvention salariale de 75 % pour tous les employeurs](#), et ce jusqu'à 5000 \$ par mois et par employé. Une subvention salariale permettrait aussi aux employeurs qui ont des employés travaillant à la maison de continuer à les rémunérer, même si les revenus d'entreprise ne suffisent pas à couvrir les salaires. Elle permettrait également d'aider les entreprises à survivre et d'être prêtes dès le premier jour de la reprise.

Dans la même journée, la FCEI est sur RDI Économie avec Gérald Fillion afin d'expliquer cette demande formulée aux gouvernements pour éviter les mises à pied au sein des entreprises. Pour visionner l'émission, c'est [ici](#).

25 mars

La FCEI dévoile son Baromètre des affaires. Les résultats de mars sont sans pareil, une première depuis la création du Baromètre il y a 32 ans. La confiance des PME au Canada passe de 60,5 en février à 30,8. Le Québec tombe de la première position en février avec un taux de 68,5 à la dernière position au Canada avec un résultat de 15,7. La FCEI réitère l'importance [aux gouvernementales d'accorder davantage de soutien aux PME](#) afin que l'optimisme puisse se rétablir une fois la crise terminée.

Le gouvernement du Canada annonce la mise en place d'une Prestation canadienne d'urgence (PCU) qui fournira 2000 \$ par mois aux employés qui perdent leur emploi, incluant les travailleurs autonomes. La [FCEI salue cette annonce et rappelle](#) l'urgence d'adopter une subvention salariale pour aider les PME, comme c'est le cas dans plusieurs juridictions.

26 mars

Toujours très active pour défendre les dirigeants de PME, la FCEI [remet de la pression sur la question des loyers](#). Elle souligne aussi l'importance de mettre en place des [programmes qui soient facilement accessibles](#) pour les dirigeants de PME.

27 mars

Le vendredi 27 mars est une journée importante pour la FCEI et ses membres. Le [premier ministre du Canada annonce son intention d'adopter une subvention salariale de 75 %](#), reprenant la demande de notre organisation. Il annonce également un programme de prêt sans intérêt ainsi quel report des remises de TPS. La [FCEI réagit positivement](#) à cette belle annonce. [Jasmin Guénette offre d'ailleurs ses commentaires](#) à LCN.

La même journée, le gouvernement du Québec annonce également l'harmonisation de la mesure pour les remises de la TVQ. [La FCEI en profite pour le remercier et mettre de la pression](#) sur les autres mesures à adopter, notamment l'aide aux entreprises qui ont du mal à payer leur loyer.

28 mars

La FCEI est présente pour défendre les PME et parler de nos propositions. [Gopinath Jeyabalaratnam offre ses commentaires](#) à l'émission d'Alain Gravel de Radio-Canada.

Le samedi, nous sommes présents dans deux articles du Journal de Montréal et du Journal de Québec. Un [article porte sur la confiance des entrepreneurs](#) qui est au plus bas, tandis que l'autre s'attarde aux [changements de paradigmes](#) sur le marché de l'emploi.

29 mars

Les demandes de la FCEI concernant une action plus importante du gouvernement du Québec, notamment en ce qui concerne les loyers, sont reprises par TVA Nouvelles, le Journal de Québec et le Journal de Montréal. [L'article de journal comprend l'entrevue que François a offerte à Sophie Thibault](#) sur le sujet.

30 mars

Le [premier ministre du Canada annonce les détails sur la subvention salariale](#). Nous réagissons promptement pour [donner le point de vue des PME](#), ce qui est couvert [dans les médias](#).

La [FCEI fait également une offensive auprès des gouvernements provinciaux et municipaux](#) pour que ces derniers épaulent les PME. Nos données de sondage démontrent qu'un quart des propriétaires de PME au Canada ne sont pas en mesure de payer leur loyer/prêt hypothécaire en avril en raison de la crise de la COVID-19. Les gouvernements provinciaux et les municipalités peuvent ici jouer un rôle clé.

31 mars

La sortie sur les loyers est reprise par plusieurs journaux, notamment [Le Devoir](#), [Radio-Canada télé](#) et [Radio-Canada radio](#).

La FCEI rend disponibles ses nouvelles [données de sondage sur l'impact de la COVID-19 et les PME](#). Les données démontrent que ce sont 32 % des petites entreprises qui ont fermé boutique qui ne sont pas certaines de pouvoir rouvrir un jour. Nous avons une présence marquée dans les médias, notamment à [TVA Nouvelles](#) et [Radio-Canada](#).

1^{er} avril

Le ministre des Finances du Canada et la ministre de la Petite entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce ont divulgué les détails de la Subvention salariale d'urgence pour aider les entreprises à préserver les emplois à travers le pays. La FCEI fait [une déclaration](#) en réponse à cette importante annonce qui fait suite aux demandes que nous avons émises.

François Vincent présente également l'impact de la crise actuelle sur les PME lors d'une [entrevue à V Télé](#) et partage, aux [nouvelles de TVA](#), la réalité de plusieurs entreprises qui éprouvent des difficultés à payer leur loyer d'avril.

2 avril

La FCEI est bien présente pour décortiquer la subvention salariale, tant ses avantages que ses angles morts. Notons les interventions de Jasmin Guénette dans [Le Devoir](#) et à [Radio-Canada](#).

La FCEI tient un webinaire exclusif pour ses membres avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation du gouvernement du Québec. Plus de 350 chefs de PME participent à l'événement et posent leurs questions. Les préoccupations des dirigeants de PME ainsi que les demandes de la FCEI sont portées à un des ministres les plus importants du gouvernement du Québec. Voici une belle preuve de la force d'influence de notre organisation et de la démocratisation de nos activités, ouvertes au plus de membres possible.

3 avril

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la ministre déléguée au Développement économique régional annoncent une aide de 150 M\$ pour les petites et moyennes entreprises. Ce nouveau programme permettra d'obtenir

un prêt ou une garantie de prêt d'un montant maximal de 50 000 \$, afin de pallier le manque de liquidités lié à la COVID-19.

La FCEI réagit dans un [communiqué de presse](#) et est couverte par [les médias](#).

5 avril

Le gouvernement du Québec annonce la prolongation de la fermeture des commerces non essentiels jusqu'au 4 mai. Le premier ministre du Québec en profite pour remercier les entrepreneurs et pour inciter à l'achat local. La FCEI [remercie](#) ces pensées et cet appel à favoriser nos commerçants.

Dans la même journée, François Vincent et Gopinath Jeyabalaratnam donnent des entrevues sur LCN à [15:30](#) et [19h](#) ainsi que sur [CTV News](#).

6 avril

François Vincent est invité à [l'émission Mario Dumont sur LCN](#) pour commenter l'annonce du gouvernement du Québec au sujet de la prolongation de la fermeture des commerces non essentiels jusqu'au 4 mai. Nos commentaires sont également repris dans [La Presse](#).

La FCEI [révèle les résultats d'un nouveau sondage](#) réalisé au cours de la fin de semaine au sujet de la subvention salariale. Elle rappelle que la suppression des obstacles pour y accéder doit être une priorité. François Vincent offre ses commentaires à [Énergie 98.9 Québec](#), Jasmin Guénette à [Métro](#) et nous sommes repris par [La Presse](#).

La FCEI [souligne](#) le lancement du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME), établi par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Dotée d'un budget de 100 M\$ et financée en partie par les cotisations des employeurs, cette nouvelle initiative permettra aux entreprises de maintenir le lien d'emploi avec leurs travailleurs tout en leur offrant une formation en ligne pour développer leurs compétences. Nous sommes repris par [La Presse](#).

7 avril

François Vincent est invité à [l'émission Salut Bonjour](#) pour commenter le lancement du Programme actions concertées pour le maintien en emploi.

La FCEI [publie de nouvelles données](#) sur la crise des liquidités et l'endettement massif qui touchent plusieurs entreprises. Elle rappelle aux gouvernements qu'ils doivent dès maintenant prendre les mesures qu'il faut pour assurer la survie des PME. Elle fait aussi différentes recommandations.

Au sujet de l'élargissement de la Prestation d'urgence aux propriétaires de PME, Jasmin Guénette souligne l'importance de la question des dividendes pour les PME et pour la FCEI dans un article du [Devoir](#).

8 avril

Le gouvernement se prépare à apporter des correctifs à la subvention salariale. La FCEI demande à ce que le gouvernement fédéral soit plus flexible quant aux critères d'admissibilité, à cet effet, vous retrouverez l'ensemble de nos recommandations [ici](#). Nous sommes couverts par [les médias](#).

La FCEI publie également des résultats de [sondage](#) concernant le niveau de confiance des PME canadiennes et québécoises qui remonte légèrement en avril.

10 avril

Le gouvernement de la Saskatchewan a annoncé le nouveau [Saskatchewan Small Business Emergency Payment \(SSBEP\)](#), une subvention unique aux PME qui ont dû temporairement fermer ou réduire considérablement leurs activités en raison de la COVID-19. Cette aide sera versée en fonction du 15 % du chiffre d'affaires mensuel d'une entreprise jusqu'à un maximum de 5 000 \$.

La FCEI [souligne](#) le leadership dont fait preuve la province et encourage aussi vivement le gouvernement du Québec à suivre le pas en mettant en place une subvention d'urgence pour les PME québécoises. [Nos commentaires sont repris dans les médias](#).

11 avril

François Vincent offre ses commentaires sur l'impact de la crise sur les PME québécoises ainsi que sur la possibilité de réouverture graduelle de l'économie, au [Journal de Montréal](#). Il rappelle que le Québec doit imiter le plan de la Saskatchewan en accordant une subvention d'urgence aux PME.

13 avril

Le gouvernement du Québec a annoncé la reprise graduelle de certaines activités économiques. Désormais, les entreprises du secteur de [l'entretien et de la réparation des véhicules](#), de [l'aménagement et de l'entretien paysagers](#) ainsi que celles [du secteur minier](#) sont ajoutées à la liste des services prioritaires et pourront reprendre leurs activités à compter du 15 avril 2020, dans le respect des règles sanitaires. Le ministre Jean Boulet a également confirmé [l'ajout des chantiers de construction résidentielle](#) à la liste des activités prioritaires.

14 avril

La FCEI [demande au gouvernement fédéral d'apporter des ajustements au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes](#). Selon notre plus récent sondage, le CUEC est une aide bienvenue pour les petites entreprises, mais nombreuses sont celles qui signalent que les critères d'admissibilité ne leur permettent pas d'avoir accès au programme. Notre demande est couverte par [les médias](#).

15 avril

La FCEI publie [de nouveaux résultats de sondage](#) au sujet de la crise du loyer chez les PME et réitère sa demande aux provinces de créer une subvention d'urgence qui allouerait aux chefs de PME jusqu'à 5 000 \$ par mois, avril inclus, tant que les fermetures dues à la COVID-19 dureront. Elle soutient à nouveau qu'une amélioration du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) est nécessaire. Le gouvernement doit élargir les critères d'admissibilité pour que plus de chefs d'entreprise puissent y avoir droit. [Nos demandes sont reprises dans les médias](#). Et Jasmin Guénette donne [une entrevue sur LCN](#) à ce même sujet.

Dans la même journée, le gouvernement du Québec a annoncé l'augmentation du salaire minimum prévue pour le 1^{er} mai. La FCEI réagit promptement en déclarant que cette augmentation venait à un fort mauvais moment, surtout lorsque les PME ont besoin d'aide directe pour passer à travers la crise. Nos commentaires sont repris dans plusieurs médias, dont [Le Devoir](#), et [Radio-Canada International](#), [The province](#). François Vincent donne un commentaire pour [un reportage pour ICI RDI](#). Il offre aussi une entrevue avec [Mario Dumont](#) et [FM 104.7](#).

La Ville de Montréal annonce aussi un plan de relance et une aide aux PME. François Vincent et Gopinath Jeyabalaratnam donnent plusieurs entrevues : [Montréal Gazette](#), [Journal de Montréal](#), [TVA Nouvelles](#), etc.

16 avril

Le gouvernement fédéral a entendu les préoccupations soulevées par la FCEI et les propriétaires des petites entreprises. Il annonce l'élargissement du critère d'admissibilité au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) ainsi que la création de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). [La FCEI réagit par déclaration](#) aussitôt et se réjouit des ajustements apportés au CUEC et de l'aide octroyée pour les commerçants. Nous sommes repris dans [Radio-Canada International](#), [La Presse](#), [Le Journal de Québec](#), [Les Affaires](#), etc.

17 avril

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) [salue](#) l'approche responsable prise par le gouvernement du Québec pour combler la pénurie de main-d'œuvre qui se dessine à l'horizon au sein de l'industrie agroalimentaire. En effet, en raison des restrictions entourant les voyages internationaux au Canada, nos employeurs agricoles ne pourront plus compter sur l'entièreté de l'aide qu'offrent, en temps normal, les travailleurs étrangers temporaires. Notre sortie reçoit une bonne réception dans les [médias locaux](#), François Vincent offre notamment une entrevue avec la radio CKMN-FM de Rimouski et une entrevue [télé avec TVR.9](#), La Télévision de la Vallée-du-Richelieu.

20 avril

La FCEI [publie](#) de nouvelles données sur la crise du loyer. Plus de la moitié des PME sont incapables de payer leur loyer du mois de mai sans un soutien additionnel des gouvernements. La FCEI réitère ses demandes et appelle les gouvernements, propriétaires d'immeubles commerciaux et les locataires à tous assumer une part des coûts de ces loyers. La FCEI appelle également les provinces à protéger les locataires commerciaux qui étaient en règle avant la crise de la COVID-19 afin d'éviter qu'ils soient expulsés. Nos demandes sont reprises dans plusieurs médias, notamment : [TVA Nouvelles](#), [Métro](#), en [bauce.com](#), etc.

21 avril

Nous continuons d'être couverts pour nos demandes concernant le loyer. Jasmin Guénette est invité à commenter le sujet sur LCN et Gopinath Jeyabalaratnam sur [CBC Let's Go](#).

La FCEI [salue](#) également la réponse du gouvernement du Québec aux besoins liés au recrutement des employeurs qui aidera de nombreuses PME considérées comme essentielles dans leur recherche de main-d'œuvre.

22 avril

La FCEI tient un [webinaire exclusif](#) pour ses membres avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Des centaines de PME participent à l'événement et posent leurs questions. Encore une belle preuve de la force d'influence de notre organisation et de la démocratisation de nos activités, ouvertes au plus de membres possible. Ce [webinaire est mis en ligne](#) pour que les entrepreneurs puissent le réécouter.

Toujours active pour représenter ses membres et les commerces de proximité, la FCEI [publie une lettre ouverte](#) cosignée par plusieurs organisations du Québec pour demander au gouvernement provincial de mettre en place rapidement une mesure d'aide directe aux entreprises qui leur permettra d'affronter les frais fixes toujours présents (comme le loyer). Cette lettre est publiée dans le [Devoir](#), le [Soleil](#), la [Tribune](#).

Sur le même sujet, François Vincent offre ses commentaires à la [Presse](#), rappelant qu'à 10 jours du mois de mai, il devient urgent de s'entendre sur les modalités de l'aide au paiement des loyers.

23 avril

La FCEI [présente le point de vue des PME](#) sur la reprise prochaine de l'économie au Québec et de nouvelles données à cet égard sont disponibles également pour les différentes régions administratives de la province. Le coup de sonde

de la FCEI révèle les appuis gouvernementaux utiles aux PME lorsque les restrictions gouvernementales commenceront à être levées.

Les PME ciblent la taxation et la réduction du fardeau administratif comme axes prioritaires sur lesquels les responsables politiques devront se pencher. Le message est repris notamment par le [journal La Nouvelle Union, FM 103.5](#) et [La Tribune](#). Des entrevues sont également offertes avec La Presse, Le Devoir et [CTV News](#).

24 avril

Les représentations de la FCEI portent fruit, car le gouvernement du Canada annonce le [programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial](#) (AUCLC). Ce programme prendra la forme de prêts qui seront versés aux propriétaires d'immeubles, à condition que leurs loyers se situent dans la fourchette de 50 000 \$ par mois ou moins. Pour se qualifier, ceux-ci devront aussi démontrer que leurs locaux servent à des petites entreprises ou organismes à but non lucratif qui ont fermé leurs portes temporairement ou perdu 70 % de leurs revenus en raison de la crise de la COVID-19. Les prêts n'auront pas à être remboursés par les propriétaires d'immeubles s'ils acceptent d'abaisser leurs loyers commerciaux de 75 % et de suspendre toute expulsion de locataire durant la durée du programme.

Comme toujours, nous réagissons rapidement avec une [déclaration](#). Nous remercions les gouvernements fédéraux et provinciaux pour ce programme et de nous avoir écouté, notamment sur la rétroactivité au mois d'avril et que cette mesure se fait sous la forme d'une réduction du coût du loyer au lieu d'un prêt. Nous soulignons certaines problématiques du programme, par exemple le seuil trop élevé des pertes pour y être accessible, la complexité du programme et la trop grande mainmise des propriétaires. Notre réaction est reprise par les [journaux](#), la [télévision](#) et la [radio](#).

25 avril

Le samedi matin, nous commençons en force en présentant le point de la situation pour les PME à [TVA Nouvelles](#). Nous offrons également nos commentaires à la [Télé de Global](#) sur la question de la compétition déloyale des petits commerçants qui font face à des grandes surfaces et des géants du web qui prennent leurs ventes.

27 avril

Les entreprises peuvent s'inscrire pour recevoir la subvention salariale. La FCEI en profite pour [communiquer les données](#) sur les PME qui y auront potentiellement accès et les principales questions que les dirigeants d'entreprise nous ont posées. Nous sommes repris par le [Journal de Montréal](#) et par le [Journal Métro](#). Jasmin Guénette offre aussi ses commentaires à [RDI Économie](#).

28 avril

Le gouvernement du Québec annonce la réouverture graduelle de plusieurs secteurs d'activités économiques au Québec. La FCEI [réagit rapidement et salue le Plan de relance économique présenté](#) par les autorités publiques. Nous soulignons aussi le travail fourni par la CNESST qui a également publié des trousseaux d'outils pour veiller aux bonnes pratiques sanitaires à mettre en place par les entreprises, ce qui représentait une de nos demandes. La FCEI rappelle toutefois le rôle décisif que le gouvernement va jouer dans cette relance économique auprès des petites entreprises, car elles ont encore besoin d'un soutien continu pour faire face à la crise.

Nos commentaires sont repris dans de nombreux médias : [Globe and Mail](#), [The Province](#), [Le Devoir](#), [La Presse](#), [Ici-Radio Canada](#), [Le Journal de Montréal](#), [Le Journal Métro](#). François et Gopinath font plusieurs entrevues radio et télé, entre autres : [QUB Radio, FM 106.9](#), [FM 107,7](#), [CTV News](#), [CBC Montréal](#), [TVA Nouvelles](#), [Émission midi-info de Radio-Canada](#), etc.

29 avril

Concernant le plan de réouverture économique de Québec, les entrevues continuent. François est invité à parler de la réalité des PME sur [RDI Matin](#) et sur les ondes des radios régionales : Boulevard 102.1 et CFLO 104.7. Gopinath quant à lui est présent sur CJAD 800.

La FCEI publie les données de son [Baromètre des affaires](#)^{MD}. Au Canada, l'indice a gagné près de 9 points depuis le début du mois et s'établit désormais à 46,4. Au Québec, bien que le sentiment de confiance ait également repris du terrain, la province demeure une fois encore au bas du classement avec un indice de 32,1. Notre rapport est repris dans plusieurs médias : [Journal de Québec](#), [Journal de Montréal](#), [TVA Nouvelles](#).

30 avril

La FCEI [publie de nouvelles données de sondage](#) sur l'Aide d'urgence du Canada au loyer commercial (AUCLC). Alors que le paiement du loyer de mai est dû demain, plusieurs dirigeants de PME sont très inquiets : ils ne savent pas si leurs propriétaires d'immeubles commerciaux vont participer au programme AUCLC. Nous sommes sollicités par les médias, notamment par le [Journal Métro](#).

3 mai

À la veille de la réouverture graduelle des commerces de détail, François Vincent est invité à commenter cette reprise sur les ondes du [Groupe TVA](#). Selon les données de sondage de la FCEI, 91 % des PME sont d'avis que les entreprises qui peuvent respecter des directives strictes en matière de distanciation sociale et qui peuvent fournir une protection raisonnable aux employés devraient être autorisées à rouvrir. La FCEI rappelle cependant qu'elles ont besoin d'appui du gouvernement, notamment d'un soutien financier, car les petites entreprises ne bénéficieront pas des économies d'échelles des grands réseaux et des grandes entreprises.

4 mai

La FCEI [se réjouit](#) que des provinces permettent à quelques commerces de servir de nouveau leur clientèle à partir d'aujourd'hui. Le Québec et le Manitoba semblent mener le bal avec des mesures de réouverture significatives, dont l'autorisation pour plusieurs détaillants de reprendre leurs activités.

Cependant, la réouverture est reportée dans la région du Grand Montréal. Les commerces non essentiels devront attendre une semaine de plus que prévu et n'ouvrir leurs portes que le 18 mai. La FCEI [prend acte de la décision](#) du gouvernement du Québec et demande de permettre explicitement à tous les commerces (incluant les non essentiels) de proposer le ramassage à la porte. De cette manière, ils pourront générer des revenus, tout en respectant les normes de distanciation physique. François Vincent fait part de cette recommandation sur [TVA Nouvelles](#). Nous sommes repris dans [le Journal de Montréal](#) et [24heures ville](#), [FM 103,3](#), [Global News](#), [CP24](#), [The Province](#), [Penticton Herald](#), etc.

5 mai

Selon le plus récent sondage de la FCEI, le manque de liquidités et l'endettement croissant sont parmi les plus grandes préoccupations, liées à la COVID-19, des PME. Compte tenu de la situation, [la FCEI adresse, aux députés fédéraux, une lettre](#) contenant les recommandations clés pour l'amélioration du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). Elle demande que l'accès au CUEC soit élargi pour inclure les entreprises qui privilégient un revenu de dividendes ainsi que celles qui emploient des travailleurs contractuels et permettre à celles qui louent des locaux à des entrepreneurs d'utiliser d'autres moyens pour satisfaire au critère de la masse salariale. La FCEI formule également des recommandations pour améliorer la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) ainsi que l'AUCLC.

7 mai

En l'espace de 3 jours, la date de réouverture des commerces non essentiels dans la grande région de Montréal est à nouveau reportée. Elle est cette fois fixée au 25 mai. Considérant la situation, la FCEI [réitère sa demande](#) au gouvernement du Québec d'autoriser explicitement et immédiatement le ramassage à la porte pour tous les commerces, incluant les non essentiels. Nous sommes repris dans les médias, notamment par [TVA Nouvelles](#).

8 mai

Toujours au sujet du report de la réouverture des commerces non essentiels, François offre ses commentaires à [CTV News](#) sur la situation, rappelant qu'il est très important de permettre le ramassage en bordure de rue. Les petits

commerces de quartier subissent une concurrence déloyale de la part des magasins à grande surface et des boutiques qui peuvent procéder par vente en ligne. La FCEI rappelle qu'il est crucial de donner le choix aux consommateurs d'opter pour leur magasin local.

De plus, la FCEI [publie de nouvelles données de sondage](#) qui font lumière sur les principales préoccupations des propriétaires de PME. À l'heure de la levée progressive des restrictions gouvernementales et de la relance de l'économie, les propriétaires de PME ont plusieurs défis à relever. Le dernier coup de sonde a également révélé que les trois quarts des propriétaires de PME au Canada pensent qu'il est crucial de faire plus de ventes rapidement pour survivre et moins dépendre des subventions gouvernementales. La moitié d'entre eux estiment qu'ils devront faire au moins 75 % de leurs ventes normales pour que cela vaille la peine de garder leur entreprise ouverte cet été. Nos données sont reprises dans les médias, entre autres par [LaPresse+](#) et le [Journal de Montréal](#).

Dans la même journée, la FCEI félicite l'annonce faite par le premier ministre Justin Trudeau au sujet du prolongement de la SSUC au-delà du 6 juin. Il s'agit là d'une des principales recommandations que la FCEI a communiquées à tous les députés fédéraux dans [une lettre envoyée](#) plus tôt la même semaine.

Enfin, des données sur l'emploi sont publiées. Elles montrent que le taux de chômage a augmenté de 5,2 points de pourcentage en avril au Canada pour atteindre 13 %. Elles montrent aussi que le Québec a enregistré le taux le plus élevé, à 17 %, en raison de la crise de la COVID-19. À ce sujet, François Vincent donne une entrevue au réseau [Global News](#).

11 mai

Concernant l'AUCLC, la FCEI poursuit son action et continue de faire pression pour permettre l'amélioration de ce programme. Nos données de sondage ainsi que nos recommandations à ce sujet sont reprises par le [Journal Métro](#). Pour rappel, la FCEI a adressé [une lettre](#) à tous les députés fédéraux pour que soit entre autres élargie l'admissibilité à l'AUCLC aux entreprises qui ont subi des pertes de revenus de plus de 20 % et qui ne sont pas admissibles à d'autres programmes fédéraux. La FCEI demande également que soit simplifiée l'AUCLC pour permettre aux locataires d'accéder directement à l'aide gouvernementale de 50 % si leurs propriétaires indiquent qu'ils ne feront pas de demande.

13 mai

L'aide pour le loyer commercial devient l'enjeu central pour la survie de nombreuses PME. [Les nouveaux résultats du sondage FCEI](#) sont sans équivoque. La FCEI demande au gouvernement fédéral d'offrir des alternatives afin de soulager les entreprises et rappelle ses recommandations.

Dans la même journée, le gouvernement fédéral fait une annonce importante : un nouveau Fonds d'aide et de relance régionale (FARR) est mis en place afin de soutenir les PME qui ont besoin d'aide supplémentaire ou qui ont été incapables d'avoir recours aux mesures de soutien actuelles. La FCEI salue l'initiative par [communiqué](#). Cependant, elle rappelle que le programme d'aide ne doit pas réduire le besoin urgent de combler les principales lacunes du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) ainsi que celles de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). Notre réaction est reprise dans les médias : [Journal métro](#), [l'Actualité](#), etc.

Le gouvernement du Québec a également annoncé la reprise des activités de loisir, de sports et de plein air. La FCEI [salue](#) l'approche graduelle privilégiée par les autorités publiques et rappelle aussi l'importance d'autoriser explicitement le ramassage à la porte sans contact pour les commerces, incluant les non essentiels, dans la grande région de Montréal.

14 mai

La FCEI publie [les nouvelles données](#) du Baromètre des affaires^{MD}. Au Canada, la confiance des chefs de PME a augmenté au début du mois de mai, comme en témoigne l'indice du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI qui a gagné 6,8 points (53,2). Bien que la confiance au Québec ait légèrement augmenté de 4,3 points, l'indice de la province s'établissant à 36,4 la relègue ce mois-ci encore en dernière position du classement. D'autres données provinciales et sectorielles sont divulguées. Nous sommes repris dans les [médias](#).

15 mai

La FCEI [salue](#) l'annonce faite par le gouvernement fédéral au sujet de la prolongation de trois mois de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) dans le but d'aider les PME à traverser la période actuelle ainsi que la phase de relance économique qui s'amorce. Cependant, la FCEI rappelle qu'il ne faudra pas perdre de vue les autres améliorations à apporter aux autres programmes d'aide pour s'assurer d'une reprise économique vigoureuse. Nos commentaires sont repris par [La Presse](#), [Coup d'œil](#), [Infodimanche.com](#), etc.

Quelques heures plus tard, le gouvernement du Québec a également annoncé la bonification du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME). La FCEI [salue](#) cette initiative importante qui permettra à un plus grand nombre de petites entreprises de former leurs employés afin d'être prêtes à réussir la relance. Nous sommes repris dans les [médias](#).

La FCEI est également bien présente pour demander une alternative aux commerçants de la grande région de Montréal et ceux non inclus dans les réouvertures de pouvoir rejoindre leurs consommateurs par le ramassage en bordure de rue. Une question est posée directement au premier ministre en mentionnant la demande et notre organisation. Un [article reprend](#) le sujet et les propos de M. Legault.

18 mai

Au sujet de la réouverture prochaine des entreprises des services personnels, Gopinath présente le point de vue de la FCEI à [CBC News](#).

19 mai

Le premier ministre Trudeau établit l'élargissement des critères d'admissibilité au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). La FCEI [se réjouit](#) de cette annonce qui figurait parmi les recommandations principales de la FCEI durant les dernières semaines. Nos commentaires sont repris dans les [médias](#).

Gopinath souligne au [Téléjournal du Manitoba](#) qu'il est toujours aussi important d'aider les PME dans leur paiement de loyer. Pour le moment, le gouvernement fédéral a annoncé une seule aide, mais elle est trop restrictive. Seulement 25 % des entreprises pourraient en bénéficier.

20 mai

La FCEI [publie](#) de nouveaux résultats de sondage. Le verdict est clair : les options pour l'aide au loyer ne sont pas suffisantes. Nous poursuivons nos efforts et nous continuons de réclamer plusieurs mesures pour aider les PME, notamment de faire en sorte que l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) soit disponible le plus rapidement possible et de permettre aux locataires d'avoir accès à une aide équivalente à 50 % de leur loyer sans que cela dépende de la participation des propriétaires d'immeubles commerciaux. La FCEI recommande également d'élargir l'admissibilité au programme (actuellement, seulement les locataires ayant perdu 70 % de leurs revenus peuvent s'en prévaloir). Nos données de sondage ainsi que nos commentaires à ce sujet sont repris dans de nombreux médias, entre autres : [Finance et Investissement](#), [Journal de Montréal](#), [L'Actualité](#), [Le Devoir](#), [La Presse](#), Les [Affaires](#), etc. François est aussi invité à partager le point de vue de la FCEI sur [TVA Nouvelles](#).

Au sujet de la réouverture des services personnels, la FCEI [souligne](#) l'approche graduelle et prudente préconisée par le gouvernement du Québec, mais elle rappelle que cette relance ne se fera pas sans coûts. Étant tant donné la nature des activités, les professionnels des soins de santé privés ainsi que des soins corporels et esthétiques devront mettre en place des mesures très spécifiques, car il leur sera difficile de respecter la mesure de distanciation physique de deux mètres. La FCEI appelle le gouvernement à les épauler financièrement.

21 mai

La FCEI [publie](#) de nouvelles données qui font lumière sur la levée graduelle des mesures de confinement au Canada et la réouverture de plusieurs PME à travers le pays : l'Alberta, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick mènent la danse.

La FCEI met également à la disposition des propriétaires d'entreprises plusieurs ressources notamment une trousse gratuite pour la [reprise des affaires](#), incluant de bonnes pratiques répertoriées par notre équipe d'experts, des réponses aux questions les plus fréquentes sur la réouverture des entreprises, des affiches et des modèles de documents, et bien plus encore.

22 mai

La FCEI publie [des données](#) importantes concernant les PME du secteur agricole. Selon ce nouveau sondage, seulement 29 % des agriculteurs pensent que le plan d'aide annoncé récemment par Ottawa sera suffisant. La FCEI exhorte le gouvernement fédéral à fournir un financement d'urgence supplémentaire aux agriculteurs pour les aider à compenser leurs pertes de revenus dues à la pandémie de COVID-19.

25 mai

Après 63 jours de fermeture, les petits commerces ayant pignon sur rue rouvrent enfin leurs portes dans le Grand Montréal et s'appêtent à accueillir à nouveau leurs clients. À l'occasion, la FCEI a publié un [communiqué de presse](#) appelant à les soutenir en achetant local. Nos commentaires sont repris dans divers médias : [Le Devoir](#), [Journal de Montréal](#), etc. Pour inspirer les Québécois et Québécoises et encourager davantage les plus hésitants, François Vincent s'est rendu au dix30 vêtu d'un masque et a offert ses commentaires à [TVA Nouvelles](#). Invité à [l'émission de Mario Dumont](#), il a aussi rappelé la différence que l'achat local peut faire pour les petits commerces.

Au sujet de la possibilité d'offrir 10 jours de congé de maladie payé à tous les travailleurs, la FCEI a également [réagi](#). Bien qu'elle reconnaisse et soutienne la nécessité d'offrir de nombreuses mesures exceptionnelles pour répondre à la pandémie de la COVID-19, il faut veiller à ne pas mettre plus de pression sur les propriétaires d'entreprises qui ne peuvent pas assumer des coûts supplémentaires.

26 mai

De [nouvelles données](#) de sondage FCEI sont disponibles : au Canada, le pourcentage d'entreprises ayant rouvert complètement a continué d'augmenter cette semaine et se situe maintenant à 38 %. De même, avec la levée de certaines restrictions au Québec, les PME de la province connaissent un sort similaire : le taux d'ouverture complète passe de 38 % à 43 %. Cependant, plusieurs préoccupations demeurent et afin d'aider les propriétaires de PME, la FCEI rappelle qu'elle a mis à leur disposition plusieurs ressources, notamment une trousse pour [la reprise des affaires](#) comprenant de l'information sur les directives provinciales, une affiche « **Entrez, nous sommes ouverts !** », des modèles sur la sécurité en milieu de travail, et bien plus encore.

Le ministre de l'Économie Pierre Fitzgibbon a également annoncé que le gouvernement du Québec établira des procédures afin de suspendre les évictions de locataires durant la période de la COVID-19. La FCEI [a salué](#) les efforts du gouvernement pour aider les PME, d'autant plus qu'il répond à une des demandes de la FCEI adressées dans les lettres et communiqués au gouvernement.

Dans la même journée, François Vincent s'est entretenu avec Alison Vicrobeck au sujet de la « taxe covid-19 » à [l'émission L'heure de pointe](#). Il a rappelé que la réouverture représente aussi un coût pour plusieurs PME et souligné l'importance pour les gouvernements d'éponger une partie de la facture, car cette responsabilité ne devrait pas reposer uniquement sur les épaules des entrepreneurs.

28 mai

La FCEI publie son [baromètre des affairesMD](#) : le niveau de confiance des chefs de PME canadiens s'est stabilisé à la fin du mois de mai. L'indice du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI a perdu moins d'un point pour s'établir à 52,5. Au Québec, le même vent souffle, l'indice étant passé de 36,4 à 35,7. Pour la première fois depuis quelques semaines, la province ne termine pas dernière du classement, même si le niveau de confiance des chefs de PME y demeure faible.

Dans la même journée, la FCEI [prend acte](#) des orientations du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, M. Simon Jolin-Barrette, quant à la nouvelle mouture du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Bien que certaines améliorations soient à noter, comme l'élimination de la liste des formations reconnues pour être

admissibles au certificat de sélection du Québec (CSQ) qui figurait parmi les demandes formulées par la FCEI, plusieurs préoccupations demeurent. La FCEI soulève des questions quant au nonaccès au PEQ pour les niveaux de compétences C et D, l'expérience de travail accrue et le détail de traitement allongé. Nos questionnements sont repris dans les médias, entre autres par Radio-Canada, en [français](#) et en [espagnol](#). Gopinath a également donné une entrevue avec V télé.

Au sujet de la taxe COVID, François Vincent offre à nouveau ses commentaires à l'émission [Sur le vif](#) de Radio-Canada.

31 mai

Dimanche, la FCEI publie un [communiqué de presse](#) au sujet de la reprise des entreprises de soins thérapeutiques ainsi que celles des soins personnels et esthétiques hors de la CMM et de la MRC de Joliette. Toutefois, bien qu'heureuse pour bon nombre de PME, cette réouverture est aussi associée à plusieurs coûts majeurs. Pour mieux comprendre cette réalité, l'équipe de la FCEI du Québec a consulté directement des dirigeants et dirigeantes qui se préparent à accueillir leurs clients lundi. Nos commentaires sont repris dans plusieurs médias : [Journal de Montréal](#), [TVA Nouvelles](#), [La Presse](#), [Le Soleil](#), [Le Droit](#), [CTV News](#), [Montreal Gazette](#).

1^{er} juin

La FCEI [préviend](#) que l'anxiété est à son comble pour de nombreux propriétaires d'entreprise au Canada qui entament un troisième mois avec des revenus fortement réduits sans qu'ils n'aient accès à un allègement des coûts du loyer. La FCEI continue de réclamer des gouvernements que plusieurs mesures soient mises en place, notamment en vue de simplifier l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) et d'établir un moratoire pour protéger les locataires commerciaux en règle avant la COVID-19, tant et aussi longtemps que la crise perdure. Le gouvernement du Québec avait annoncé la volonté d'établir des procédures en ce sens et la FCEI lui rappelle qu'il est aujourd'hui urgent de le faire.

2 juin

François Vincent a débuté la journée avec [une intervention à LCN](#) pour parler de la crise du loyer. Il a demandé directement au gouvernement du Québec de déposer un projet de loi ou un règlement pour contrer les évictions commerciales. Il a également demandé à Ottawa de réformer son programme pour qu'il puisse atterrir sur le terrain.

3 juin

Aujourd'hui le gouvernement du Québec a déposé le Projet de loi 61, intitulé Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19. Il vise la relance économique du Québec avec la mise en avant de 202 projets d'infrastructure. La FCEI s'est exprimée avec un [communiqué de presse](#) pour notamment dénoncer l'absence de mesures concrètes aux bénéfices des PME québécoises. « La FCEI n'a pas caché sa déception de voir le peu d'intérêt porté aux PME, » reportait la Presse canadienne dans l'[Actualité](#) et le [Soleil](#).

4 juin

Notre déception en lien avec le PL 61 n'a pas laissé le gouvernement de marbre. Hier soir tard, on apprenait que le gouvernement s'activait pour corriger le tir. Comme de fait, ce matin, il s'est empressé de déposer 31 pages d'amendements à la première occasion au Salon bleu. Notre déception s'est estompée à la lecture de ces amendements et [nous n'avons pas tardé à les saluer](#).

Plus tard dans la journée, nous avons [salué](#) l'initiative du ministère du Travail avec la création de l'application Jetravaille ! qui permet de rapprocher et mettre en contact les employeurs et les travailleurs en recherche de main d'œuvre et d'emploi. Notre réaction est reprise dans [La Presse](#).

5 juin

Un nouveau sondage de la FCEI révèle que les propriétaires de PME s'endettent de plus en plus et puisent à présent dans leurs économies personnelles pour faire face à l'arrêt prolongé de l'activité commerciale. Nous avons souligné les

résultats de ce sondage avec la publication d'un communiqué de presse que vous trouverez [ici](#). Nos résultats ont été repris par l'Agence QMI dans le [Journal de Montréal](#) et [TVA Nouvelles](#). Le [Devoir](#) a également rédigé un article à ce sujet.

François s'est exprimé sur la situation des PME lors d'une [entrevue](#) radio.

8 juin

Cette journée est marquée par la participation de la FCEI aux consultations publiques du Projet de loi 61 l'après-midi même. Nous avons souligné notre participation et mis de l'avant nos principales recommandations par la publication d'un [communiqué](#). Voici le [lien](#) du mémoire présenté et déposé lors de cette commission parlementaire. Ce mémoire joint également une demande d'amendement de la Coalition d'aide pour les loyers commerciaux qui regroupe le CCCD, le CQCD, la Grappe mmode, l'ARQ, Restaurants Canada et la FCCQ.

Vous pouvez visionner la présentation de la FCEI en commission parlementaire sur le projet de loi 61 [ici](#).

Dans la même journée, Gopinath Jeyabalaratnam a commenté l'aide de 50 M\$ supplémentaires octroyée aux PME de Montréal sur [RDI Info](#). Il a ensuite exprimé la position de la FCEI à ce même sujet sur [VTélé](#) et au [Journal de Montréal](#), avant de conclure cette journée mouvementée par une entrevue sur [98,5 FM](#) au côté de l'animateur Mario Langlois. La FCEI n'a pas manqué une occasion de marteler son message : des prêts aux PME c'est bien, mais de l'aide directe c'est encore mieux !

10 juin

Cette journée est marquée par l'[annonce](#) de la FCEI dans laquelle nous invitons le gouvernement fédéral à apporter des changements majeurs à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) ainsi qu'à la Prestation canadienne d'urgence (PCU) pour faciliter le retour au travail des Canadiens. Nos commentaires sont retenus dans plusieurs articles, entre autres par le [Devoir](#). Dans la même journée, François Vincent a également échangé sur le sujet avec Mario Dumont, sur [QUB Radio](#).

11 juin

Le gouvernement du Québec a annoncé un plan de relance économique pour le secteur touristique avec la mise en place d'aide financière sous forme de prêts. L'activité touristique est impactée de plein fouet par les mesures imposées en lien avec la crise de la COVID-19. Bon nombre d'entreprises directement liées à l'accueil touristique telles que les hébergements, les restaurants et les autres commerces, qui marquent l'attractivité de nos régions, vont pouvoir ainsi se relever et accueillir à nouveau la clientèle. Vous trouverez [ici](#) notre communiqué de presse.

12 juin

Le projet de loi 61 suscite de nombreuses inquiétudes et préoccupations au sein de la population et des groupes d'opposition. Rappelons que ce projet de loi comprend des dispositions très attendues par les PME et d'autres éléments moins positifs, par exemple les dispositions sur le prolongement de l'état d'urgence et les dispositions sur les expropriations. Le matin, la FCEI a [publié une déclaration](#) pour rappeler l'urgence des parlementaires d'adopter un projet de loi modifié pour aider nos PME en grande difficulté. Nous avons dit que les PME fortement frappées par la pandémie de la COVID-19 tombent une à une... elles ont besoin que leurs parlementaires agissent et adoptent des mesures pour les aider maintenant. Pas en septembre, les PME ont besoin de leurs élus aujourd'hui.

Au sujet de nos demandes concernant la Subvention salariale d'urgence du Canada et de la Prestation canadienne d'urgence, elles sont reprises dans [un article](#) de Radio-Canada qui fait écho à ce que ressentent les entrepreneurs sur le terrain.

À 17h, le ministre de l'Économie annonce l'ouverture des centres commerciaux pour la CMM et la MRC de Joliette pour le 19 juin. C'est une bonne nouvelle pour les PME qui y ont leur commerce. Nous réagissons sur Twitter en commentant la [nouvelle d'un journaliste](#) et la [publication du ministre Fitzgibbon](#).

13 juin

La FCEI du Québec est invitée à [commenter sur les ondes de LCN](#) la réouverture des centres commerciaux et faire le point sur la situation qu'à la COVID-19 sur l'économie du Québec. Cet entretien permet également de traiter de la déception des PME face à la fin de la session parlementaire à l'Assemblée nationale sans que des dispositions soient adoptées pour leur venir en aide, comme pour stopper les évictions et alléger la réglementation liée à l'alcool.

14 juin

Le Journal de Montréal, le Journal de Québec et TVA Nouvelles font un portrait sur les entreprises qui vivent une situation plus difficile. [La FCEI est invitée à commenter](#) et mentionne l'impact très difficile sur toutes les entreprises du Québec.

La FCEI est également invitée par Global News à présenter la réalité du retour au travail pour les entrepreneurs des services personnels. [Gopinath a communiqué](#) la nouvelle réalité de la réouverture qui représente des coûts supplémentaires importants pour les entreprises. Nous en avons profité pour réitérer nos demandes d'appui au gouvernement.

15 juin

La FCEI, toujours une organisation rassembleuse est présente pour faire entendre la réalité des PME, a [communiqué la réalité des bars](#) qui sont oubliés dans les réouvertures des restaurants et brasseries. Avec la Nouvelle association des bars du Québec (NABQ), elle a demandé que l'ouverture touche aussi nos petits bars de quartier qui représente des lieux de fraternisation à ne pas négliger. Aussi, les demandes pour les allègements réglementaires sur l'alcool (ex. : livraison) ont été réitérées.

Cette sortie a été reprise par plusieurs médias, dont [La Nouvelle Union](#), et Gopinath Jeyabalaratnam a fait un direct à 10 h 15 sur les ondes de LCN.

17 juin

La FCEI et six autres partenaires ont envoyé une lettre au gouvernement lui demandant de procéder urgemment à un moratoire sur les évictions commerciales, comme cela a été fait en Ontario. Bien qu'on se fasse dire que cela est possible que par voie législative, nous nous assurons de retourner toutes les pierres afin de s'assurer de protéger toutes les PME durant l'état d'urgence sanitaire.

19 juin

Aujourd'hui le ministre des Finances, M. Éric Girard, a fait le point sur l'impact de la COVID-19 sur l'économie et les finances publiques du Québec. Les constats sont clairs, cette pandémie coûte cher et fait mal à l'économie. Nous avons publié rapidement un [communiqué de presse](#), pour rappeler ô combien il est crucial et nécessaire de mettre les PME au cœur du plan de relance économique, si nous souhaitons une reprise vigoureuse. Nos commentaires sont repris par les médias, notamment par le [Conseiller](#), [Journal Métro](#), [La Presse Canadienne](#).

22 juin

Annnonce surprise! Le premier ministre Legault a rebattu les cartes et effectué quelques changements au sein de son cabinet. Nous avons félicité les ministres qui ont reçu de nouvelles responsabilités, tout en soulignant les défis qui les attendent ainsi que notre collaboration pour les surmonter. Lisez notre communiqué de presse [ici](#).

23 juin

Le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) est actuellement sous révision. Nous avons écrit à la nouvelle ministre de l'Immigration sans tarder pour lui rappeler les inquiétudes des PME : délais de traitement, priorisation des emplois qui ne demandent pas beaucoup d'expérience ou d'éducation, etc.

25 juin

Alors que sept chefs d'entreprise sur dix craignent que leurs clients ne reviennent plus et que bon nombre d'entre eux peinent toujours à payer leurs factures, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) pose aujourd'hui un geste additionnel pour les épauler [en lançant](#) la campagne #JechoisisPME. Son objectif est clair : encourager l'achat local et donner de l'élan au mouvement de solidarité qui prend place, car la survie de nos entreprises locales en dépend cruellement. Pour parler de cette campagne nationale sans précédent, François Vincent était sur les ondes du [98.5 FM](#), de [CFUT 92.9](#) et de [LCN](#). Nous avons aussi fait l'objet de nombreux articles : [Tva Nouvelles](#), [Journal de Montréal](#) et [Journal de Québec](#).

29 juin

C'est un début de semaine qui s'annonce chargé ! Dans un article publié par [le Journal de Montréal](#), le vice-président Québec de la FCEI ne mâche pas ses mots et rappelle qu'il est primordial d'apporter des correctifs aux programmes disponibles pour favoriser le retour au travail des employés.

Dans la même journée, la FCEI sort son artillerie lourde et rappelle que les versements de TPS/TVH et TVQ qui avaient été reportés au 30 juin seront exigibles demain. A cela s'ajoute les paiements des loyers commerciaux qui seront aussi exigibles mercredi. Or, la plupart des PME n'ont toujours pas retrouvé leur rythme de ventes habituel. La FCEI propose donc [cinq recommandations clés](#) au gouvernement pour aider les entreprises à payer leurs factures. François Vincent rappelle sur les ondes du 98.5 FM qu'avec autant d'entreprises en difficulté, le gouvernement doit accorder une marge de manœuvre financière pour les épauler et leur permettre de remonter la pente. Pour plus d'information, il est possible de lire [la lettre de la FCEI](#) adressée au gouvernement fédéral au sujet des reports de la TPS/TVH ainsi que [celle](#) adressée au gouvernement provincial au sujet de la remise des versements de la TVQ.

La FCEI a également [publié](#) son Baromètre des affaires qui surveille le niveau de confiance des PME. Malgré les beaux jours d'été, le niveau de confiance au Canada demeure bas, atteignant seulement 54,6. Au Québec, le même vent souffle : l'indice s'établit à 38,1, soit 2,4 points de plus qu'au mois de mai, mais cela ne suffit pas à faire grimper la province dans le classement. Elle finit une fois encore dernière. Pour rappel, au début du mois de mars, le niveau de confiance des PME québécoises était le plus élevé au Canada et se situait à 68,3. Le [Baromètre des affaires^{MD} de juin](#) inclut aussi les résultats des autres provinces et des données par secteur d'activité.

30 juin

À la suite du communiqué publié au sujet des difficultés financières qu'éprouvent les PME, François Vincent était aujourd'hui présent sur [RDI Matin](#) et sur Cool FM 103,5 afin d'expliquer pourquoi il est aussi important de maintenir l'aide pour le loyer et pourquoi il est crucial d'accorder plus de flexibilité aux PME. De son côté et presque au même moment, Jasmin Guénette rappelait aussi les recommandations de la FCEI à ce même sujet sur les ondes de [LCN](#).

Dans le cadre de la campagne [#JechoisisPME](#), la FCEI publie aujourd'hui certains [indicateurs clés sur l'état de santé des PME](#) et continuera de les surveiller jusqu'en automne. D'ailleurs, les résultats disponibles cette semaine sont plus encourageants que lors du lancement de campagne. Pour poursuivre leurs efforts, la FCEI invite les consommateurs à célébrer la fête du Canada en offrant un cadeau à un proche, en essayant un nouveau restaurant, en allant à la découverte d'une région, en visitant un quartier ou la rue commerciale de sa municipalité. La FCEI rappelle qu'il est possible de faire une différence pour aider les PME, tout en profitant de l'été et en se faisant plaisir !